

De battre le cœur de la CGT s'est-il arrêté ?

Les adhérents Filpac CGT Chapelle-Darblay en lutte pour leurs emplois distribuent leur tract vendredi sur la localité. La population les accueille bien mais rejette la CGT « des affaires ». Ce discrédit d'en haut éclabousse tous les adhérents CGT. Insupportable ! Il faut arrêter ça.

Des corbeaux sans âme ont installé leurs émissions dans la Cité interdite de Montreuil. Depuis des années, ces comités Théodule, par leurs communications aux médias dès les réunions terminées ou même pendant, jouent la crise de la CGT et révèlent d'étranges mœurs : **les attributs de la fonction confédérale l'emportent sur la fonction due à l'organisation.**

En caquetant à l'extérieur de la CGT contre elle, nos oiseaux de malheur ont exposé sa direction à l'anathème « tous pourris », qui profite à l'extrême droite lepéniste. Coupés de la réalité sociale, ils ne connaissent pas le rejet de la corruption par le peuple d'en bas, celui de la CGT réelle.

Dans l'austérité que les salariés subissent, un sou est un sou, surtout quand il s'agit de ceux des adhérents. Les statuts et la réalité sociale leur donnent raison.

Le parcours ordinaire de l'adhérent, du délégué, se situe aux antipodes. Rien ne leur est épargné.

Une négociation bidon qui devrait s'achever avant Noël se tient en secret sur le diktat du Medef qui veut imposer et diriger un « conseil d'entreprise » à la place des instances représentatives du personnel.

Une « loi Macron » présentée le 10 décembre, machine évolutive et infernale, s'en prend à la fois à l'inspection du travail, à la prud'homie, au travail du dimanche, entre autres, pour les asservir.

Et le gouvernement cogne sur le SMIC, la protection sociale tout en encourageant les licenciements et le chômage de masse...

Branle-bas de combat contre l'austérité et l'offensive du Medef, oui on non ? C'est la seule question !

C'est un étrange défaite de la CGT sur laquelle spéculent les conjurations de circonstance. **Les 3 buts de ces coalitions ?** 1. Ne pas adopter une orientation de combat 2. Éviter de réunir ou neutraliser le comité confédéral national parce que c'est lui qui élit le secrétaire général 3. Conjuré le danger d'un congrès national qui réunirait les syndicats, leur donnerait la parole et le droit statutaire d'orienter leur CGT.

Personne parmi les adhérents n'a voté pour le silence, l'inaction, l'inexistence de la CGT. Cette paralysie ne profite qu'à la politique d'austérité du gouvernement et au Medef. **L'option non défendue**, qui est l'orientation réellement appliquée, **consiste à transformer la CGT en institution** accrochée à quelques menues places octroyées par les ministères.

Procès d'intention ? Exagération de la crise ? Mais que s'ouvre le débat salvateur, seul remède pour que la machine CGT au service des salariés relance son moteur vital !

Se coagule là-haut un mauvais caillot qui thrombose nos artères syndicales. Il faut le faire sauter. Le bistouri, la bonne chimie, c'est la démocratie. Celle du congrès des syndicats qui seul établit une orientation. Nous en avons les statuts, le savoir-faire. Et l'attachement ne manque pas à la libre circulation des idées, opinions et positions. Il est temps que des orientations soient exposées. Que la CGT réelle décide ! Sortons la confédération de la rubrique des faits divers.

Les rendez-vous des salariés et de la CGT réelle cette semaine ?

10 décembre : seuils sociaux, avant-dernière séance. La position de la CGT sera-t-elle défendue contre un patronat qui veut remplacer les délégués par un « conseil d'entreprise » dirigé par lui ? Les négociateurs CGT oseront-ils présenter de nouveau leur position lâchant le seuil de 11 salariés contre rien ? Ou bien les orientations votées par les syndicats seront-elles défendues ? Il y va du sort de milliers de délégués élus, ceux de la Filpac CGT et tous les autres... Le gouvernement est à dégaîner son projet de loi après le 19 décembre.

10 décembre : projet de loi Macron au conseil des ministres. Cette machine infernale, évolutive, est destructrice comme une bombe à fragmentation antisociale.

Prud'hommes : Macron veut les dynamiter en plus des ordonnances d'un gouvernement qui veut détruire les élections des conseillers. Macron les bâillonne et les surbordonne par sa loi.

Inspection du Travail : Macron lui retire une bonne partie de ce qui lui restait de prérogatives en autorisant son gouvernement à légiférer par ordonnances.

Travail le dimanche : Macron veut retirer tout ce qui déclenche un salaire correspondant pour le banaliser et le sous-payer.

La CGT réelle défend les élections aux suffrages des salariés des élus et mandatés, des conseillers Prud'hommes, comme elle se bat pour l'existence de ces tribunaux.

La Filpac CGT, comme son CEN l'a décidé avec tous ses syndicats, mènera campagne pour la défense des délégués élus, du droit syndical dans l'entreprise. Ses militants réperdront en actes la Solidarité fondatrice du syndicalisme, défendant l'intérêt général autour des luttes de Arjowiggins et UPM Chapelle Darblay et tant d'autre...